



Distr.
GÉNÉRALE

A/36/266

S/14497

17 juillet 1981

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-sixième session

Point 72 b) de l'ordre du jour provisoire^x

ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE ET SECOURS

EN CAS DE CATASTROPHE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-sixième année

ASSISTANCE AU LESOTHO

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 35/96 du 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a prié notamment le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle au Lesotho, garder la situation au Lesotho constamment à l'étude et présenter un rapport en temps utile afin que la question puisse être examinée par l'Assemblée à sa trente-sixième session.
2. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général a pris les dispositions nécessaires pour qu'une mission d'étude se rende au Lesotho en mars 1981 afin de s'entretenir avec le gouvernement. Le rapport de la mission d'étude, qui est joint en annexe, décrit la situation économique et financière du pays et donne un résumé des progrès qui ont été réalisés dans l'exécution des projets inclus dans le programme spécial d'assistance économique.
3. Au paragraphe 13 de sa résolution 35/96, l'Assemblée générale invitait plusieurs institutions spécialisées et autres organismes à attirer de nouveau l'attention de leurs organes directeurs sur les besoins spéciaux du Lesotho pour qu'ils les étudient et à faire connaître leurs décisions au Secrétaire général avant le 15 août 1981. Les réponses des institutions spécialisées et des autres organismes figureront dans un rapport du Secrétaire général relatif au Lesotho et aux autres pays à l'intention desquels l'Assemblée générale l'a prié de mettre sur pied des programmes spéciaux d'assistance économique.

^x A/36/150.

ANNEXE

Rapport de la cinquième mission d'étude au Lesotho
 (16-19 mars 1981)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5	2
II. SITUATION ACTUELLE	6 - 56	3
A. Situation économique et financière	6 - 17	3
B. Agriculture	18 - 28	7
C. Emploi	29 - 34	10
D. Energie	35 - 40	10
E. Routes, transports et communications	41 - 43	11
F. Commerce, industrie et tourisme	44 - 48	12
G. Education	49 - 51	12
H. Santé	52 - 53	13
I. Participation des femmes au développement du Lesotho	54 - 56	13
III. REACTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU LESOTHO	57 - 61	14
IV. ETAT D'AVANCEMENT DE DIFFERENTS PROJETS DU PROGRAMME D'ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIAL	62 - 132	20

I. INTRODUCTION

1. Les rapports antérieurs du Secrétaire général sur l'assistance au Lesotho a/ faisaient mention des différentes résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ainsi que des rapports soumis par le Secrétaire général à ces organes sur cette assistance.

2. Le 5 décembre 1980, l'Assemblée générale a adopté la résolution 35/96 concernant l'assistance au Lesotho, par laquelle elle a pleinement souscrit à l'évaluation de la situation figurant dans l'annexe au rapport du Secrétaire général (A/35/432 - S/14153) et fait appel à la communauté internationale pour qu'elle apporte une assistance financière matérielle et technique au Lesotho. L'Assemblée a également prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique du Lesotho et des progrès accomplis en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session.

3. Le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission se rende au Lesotho du 16 au 20 mars 1981 afin de tenir des consultations avec les membres du gouvernement sur la situation économique du pays et les progrès accomplis dans l'exécution du programme spécial d'assistance économique. Cette cinquième mission d'étude était dirigée par le Coordonnateur des programmes spéciaux d'assistance économique du Bureau des questions politiques spéciales.

4. Les membres de la mission ont été reçus par le Comité national de coordination et ont eu une réunion d'information avec le Ministre des affaires étrangères, en sa qualité de Président de ce Comité. La mission a également rencontré de hauts fonctionnaires du Cabinet et des Ministères des finances et de la planification du développement, de l'agriculture, des travaux publics, des transports et des communications, de l'eau, de l'énergie et des mines, de l'éducation et de la santé ainsi que le personnel du Service de gestion des produits alimentaires. Les membres de la mission ont eu des entretiens avec des membres des missions diplomatiques auprès du Lesotho, ainsi qu'avec des représentants d'institutions du système des Nations Unies à Maseru.

5. La mission tient à ce que soit consignée la satisfaction que lui a procurée la collaboration sans réserve du Gouvernement du Lesotho et du bureau du PNUD de Maseru sur tous les aspects de sa tâche.

a/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément de janvier, février et mars 1977, documents S/12315; A/32/323 - S/12438 (pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année, Supplément pour octobre, novembre et décembre 1977, document S/12438), A/33/112 et Add.1; A/34/393 - S/13185 (Idem, trente-quatrième année, Supplément pour juillet, août et septembre 1979, documents S/13405 et A/35/432 - S/14153; voir aussi A/34/556 et A/35/497.

II. SITUATION ACTUELLE

A. Situation économique et financière b/

1. Croissance

6. Le produit intérieur brut (PIB) et le produit national brut (PNB) du Lesotho n'ont pas augmenté aussi vite que le taux d'inflation. D'après les estimations, le PIB réel a baissé de 6 p. 100 en 1979/1980 par rapport à 1978/1979, cependant que le PNB réel diminuait de 3 p. 100. Les principales composantes du PNB, à savoir l'agriculture et la construction, ont toutes deux fléchi. La production agricole a subi un sérieux recul par suite de la sécheresse et les travaux de construction ont été retardés par des goulets d'étranglement, notamment des pénuries de matériaux. Pour la population du Lesotho, cela s'est traduit par une baisse de l'emploi et des revenus, en particulier dans les zones rurales.

2. Inflation

7. Le rythme de l'inflation s'est accéléré. Mesurés par l'indice des prix à la consommation, les prix avaient monté de 24 p. 100 en avril 1980 par rapport à avril 1979. Cette forte hausse de l'indice est attribuée principalement à celles des prix alimentaires, du coût des importations de pétrole et des logements. Cette évolution n'a pas seulement eu des effets négatifs sur le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population, elle a aussi entraîné des dépassements de coûts dans l'exécution des projets. Le gouvernement estime que si celle-ci était plus rapide, il serait plus facile de limiter les dépassements.

3. Finances publiques

8. L'exercice 1979/1980 s'est soldé par un excédent de 22,7 millions de maloti c/ du budget ordinaire, qui a permis de couvrir le déficit de 15,2 millions de maloti du budget d'investissement et de conserver un solde net positif de 7,6 millions de maloti.

9. A l'époque du séjour de la mission, les résultats budgétaires de l'exercice 1980/1981 n'étaient disponibles que pour neuf mois, jusqu'à décembre 1980. D'après ces données, les recettes se sont élevées à 74,4 millions de maloti, soit 71,6 p. 100 des crédits ouverts (non compris les emprunts effectués par l'intermédiaire du Trésor et l'épargne obligatoire des fonctionnaires), et les dépenses d'équipement à 27,46 millions de maloti (soit 32,9 p. 100 des crédits ouverts). Le gouvernement a indiqué que ce dernier chiffre était lié non seulement à la capacité d'absorption limitée du pays mais aussi aux procédures rigides de versement de l'aide appliquées par certains donateurs, qui, entraînant des retards dans les versements, aboutissaient souvent à un déficit budgétaire.

b/ Les données économiques indiquées dans le présent rapport reposent sur des renseignements fournis par le gouvernement.

c/ Lors du séjour de la mission, la monnaie nationale, le loti, valait 1,29 dollar des Etats-Unis. La forme plurielle de l'unité monétaire est maloti (M).

10. Les ouvertures de crédit proposées pour l'exercice 1981/1982 par le Ministre des finances à l'Assemblée nationale en mars 1981 s'élèvent au total à 265 664 800 maloti, ce qui représente une augmentation de 74 147 510 maloti (soit 38,7 p. 100) par rapport aux crédits votés pour l'exercice précédent. Les propositions budgétaires pour 1981/1982 figurent au tableau 1. Les chiffres indiqués ne comprennent pas les projets financés directement par des dons représentant la valeur de 31 811 810 maloti, en grande partie sous forme d'aide alimentaire.

11. Le budget de développement proposé pour 1981/1982, qui est de 135 709 420 maloti, dépasse de 62,5 p. 100 celui de l'exercice précédent. La répartition prévue entre les principaux secteurs est la suivante :

	<u>Pourcentage</u>
Travaux publics	26,4
Agriculture	15,8
Transports et communications	14,2
Eau, énergie, mines	12,2
Construction en dehors du secteur institutionnel	7,2
Commerce et industrie	6,1

12. L'un des principaux postes du projet de budget de développement est l'infrastructure, les dépenses prévues pour la construction et le bâtiment dans tous les secteurs atteignant au total plus de 86 millions de maloti, soit 64 p. 100 de ce budget. Le gouvernement considère que l'infrastructure est le tremplin nécessaire au lancement d'un programme d'investissements productifs.

4. Balance des paiements

13. La balance des paiements reste caractérisée par un déficit commercial très important qui est en majeure partie couvert par les rapatriements de salaires des travailleurs migrants, et dans une moindre mesure, par des dons au titre de l'aide au développement (voir tableau 2). Pour l'exercice 1979/1980, les exportations représentent 11,6 p. 100 des importations. Toutefois, si l'on tient compte des rentrées au titre des services ainsi que des transferts, la balance courante accuse un déficit d'un peu plus de 18 millions de maloti seulement.

14. La progression en valeur des importations enregistrée par rapport à l'exercice 1978/1979 tient en partie à une augmentation de leur volume liée au programme de développement du pays, mais aussi à de fortes hausses des prix à l'importation.

Tableau 1
Finances publiques 1981/1982
(En maloti)

A. <u>Emplois (1981/1982)</u>		
1. Compte de recettes consolidé		126 502 380
a) Dépenses courantes	107 596 220	
b) Dépenses réglementaires	18 906 160	
2. Compte administratif consolidé		3 453 000
3. Compte de capital consolidé		135 709 420
a) Etat du Lesotho	53 085 190	
b) Dons bilatéraux	41 176 060	
c) Dons multilatéraux	10 396 320	
d) Prêts extérieurs	31 051 850	
	Total	<u>265 664 800</u>
B. <u>Ressources (1981/1982)</u>		
Ressources de l'Etat		214 092 420
Dons au titre du développement		<u>51 572 380</u>
	Total	<u>265 664 800</u>

Tableau 2

Estimations de l'évolution de la balance des paiements
 entre 1975/1976 et 1979/1980

(En millions de maloti)

	1975/76	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80
Exportations, f.o.b.	10,6	14,0	12,2	30,4	33,5
Importations, c.a.f. a/	-127,0	-177,5	-180,2	-209,5	-289,8
Balance commerciale	<u>-116,4</u>	<u>-163,5</u>	<u>-168,0</u>	<u>-179,1</u>	<u>-256,3</u>
Voyages (net)	3,9	5,3	3,1	4,9	5,5
Revenus des investissements (net)	0,6	0,6	-1,3	-1,0	-1,2
Envois de fonds des travailleurs migrants (net)	98,0	113,1	145,2	145,1	154,1
Services	<u>102,5</u>	<u>119,0</u>	<u>147,0</u>	<u>149,0</u>	<u>158,4</u>
Transferts privés	5,2	5,2	4,7	4,9	4,9
Dons (aide au développement)	8,7	12,3	13,7	24,4	48,8
Autres transferts publics	6,0	7,5	11,1	17,8	25,8
Total des transferts	<u>19,9</u>	<u>25,0</u>	<u>29,5</u>	<u>47,1</u>	<u>79,5</u>
Balance des paiements courants	<u>6,0</u>	<u>-19,5</u>	<u>8,5</u>	<u>17,0</u>	<u>-18,4</u>
Entrées de capitaux à court terme	-8,1	0,5	-7,3	-13,1	-2,3
Investissements directs b/	4,8	22,3	2,7	-2,9	14,0
Fonds fiduciaire du FMI	-	-	-	2,1	5,4
Balance des mouvements de capitaux	<u>-3,3</u>	<u>22,8</u>	<u>-4,6</u>	<u>-13,9</u>	<u>17,1</u>
Allocations de DTS	-	-	-	<u>1,6</u>	<u>1,5</u>
Variation des réserves c/	<u>-2,7</u>	<u>-3,3</u>	<u>-3,9</u>	<u>-4,7</u>	<u>-0,2</u>

Source : Données fournies par le Gouvernement du Lesotho.

a/ Y compris des dons en produits alimentaires d'une valeur de 4,9 millions et 4,6 millions de maloti respectivement pour les exercices 1975/1976 et 1976/1977 et de 4 millions pour chacun des exercices 1977/1978, 1978/1979 et 1979/1980. Les chiffres indiqués sont nets des droits et taxes à l'importation.

b/ Y compris le montant net des erreurs et omissions.

c/ Le signe moins correspond à une augmentation.

15. La notable augmentation de la valeur des exportations qui s'était amorcée en 1978/1979 est surtout due aux exportations de diamants de la mine de Letseng, mais les perspectives à court terme sont extrêmement incertaines à présent sur le marché mondial du diamant. Bien que les recettes à ce titre se soient jusqu'ici maintenues, il est extrêmement difficile de prévoir comment évolueront les prix aussi bien que le volume de ces exportations dans le proche avenir.

16. Les rapatriements de fonds des travailleurs émigrés ont tendance à stagner depuis quelques années en raison de la diminution des possibilités d'emploi offertes aux ressortissants du Lesotho dans les mines de charbon d'Afrique du Sud, et cette tendance n'est qu'en partie compensée par la progression de l'emploi et des gains dans les mines d'or de ce pays. Le Gouvernement du Lesotho est en outre préoccupé par le caractère aléatoire de cette source de rentrées. Dans le cadre du programme de développement qu'il a prévu, il s'est fixé pour but de réduire la dépendance du Lesotho vis-à-vis de l'Afrique du Sud, essentiellement en créant des possibilités d'emploi diversifiées sur le marché intérieur et en parvenant à suffire seul à ses besoins alimentaires.

17. Les perspectives de la balance globale des paiements pour l'exercice 1980/1981 dépendront largement, selon le gouvernement, du niveau des dons au titre de l'aide au développement. Le déficit commercial paraît devoir s'aggraver. Les rapatriements de fonds des travailleurs émigrés risquent de n'augmenter que très peu et, du fait de leur mode de calcul actuel, les revenus de l'Union douanière d'Afrique australe devraient diminuer à très brève échéance. Le Gouvernement du Lesotho poursuit des négociations sur cette question avec le Gouvernement sud-africain.

B. Agriculture

1. Production intérieure

18. L'agriculture fournit près de 40 p. 100 du PIB, et le Gouvernement du Lesotho élabore actuellement un plan de développement agricole qu'il compte présenter aux donateurs en 1982. Un certain nombre de faits nouveaux intéressent ce secteur, à savoir la décentralisation de l'administration opérée à travers la nomination, à l'échelon du district, de 10 coordonnateurs des services administratifs, qui ont rang de secrétaire permanent adjoint et relèvent directement du Ministre; la politique d'appui aux centres de développement rural qui est destinée à encourager les fusions de villages pour assurer ainsi la fourniture de services administratifs dans les meilleures conditions; enfin, la poursuite du programme de services agricoles de base (Basic Agricultural Services Programme - BASP) d/ conçu pour accroître les profits des producteurs de denrées alimentaires de base en leur assurant à temps voulu les livraisons de fournitures et en améliorant les moyens de commercialisation.

d/ Six zones ont à ce jour été désignées pour ce programme et cinq d'entre elles bénéficient déjà d'engagements de la part du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République fédérale d'Allemagne, de la Communauté économique européenne (CEE), de l'Association internationale de développement (IDA) et de l'Anglo-American Corporation. Il faut encore l'appui d'un donateur pour une zone dont les besoins s'élèvent à 1,9 million de dollars sur trois ans.

19. Après les récoltes assez médiocres de 1979/1980, celles de la campagne 1980/1981 ont elles aussi souffert des mauvaises conditions atmosphériques. La sécheresse qui a sévi entre avril et décembre 1980 a retardé les labours, ce qui n'a fait qu'aggraver et prolonger la disette habituellement enregistrée entre octobre et janvier. A la fin de décembre 1980, le Premier Ministre a proclamé l'état d'urgence alimentaire. Les pluies de décembre 1980 et janvier 1981 permettent d'espérer une bonne récolte de maïs et de sorgho dans certains districts, mais elles ne se sont pas étendues à la région montagneuse du sud du pays.

20. Dans le cas du blé, sécheresse et pluies sont intervenues au mauvais moment pour le blé d'hiver comme pour le blé d'été, et il est probable que la récolte de 1980/1981 n'atteindra que 25 p. 100 des 45 000 tonnes de blé enregistrées pour la campagne précédente.

21. La production céréalière nationale a souffert également du mauvais état et de l'insuffisance numérique des animaux de trait, de la qualité et de l'échelonnement des travaux des champs caractéristiques des méthodes traditionnelles, ainsi que de la diminution de la fertilité des sols. En outre, divers faits donnent à penser qu'un certain nombre d'agriculteurs ont abandonné les céréales pour d'autres cultures.

22. Au total, cela se traduit par la persistance de graves pénuries alimentaires, en particulier dans un certain nombre de zones reculées. La mission a été informée que la récente campagne de surveillance nutritionnelle a révélé une augmentation du nombre d'enfants rachitiques dans les régions montagneuses (Semonkong, par exemple).

23. En vue de parvenir à satisfaire par ses propres moyens à ses besoins alimentaires, le Gouvernement du Lesotho fournit un vigoureux appui en faveur de la mécanisation de la production agricole et de l'application des techniques de production modernes. Avec une assistance extérieure, il a lancé en 1980 des projets pilotes de production mécanisée, qui, grâce à des précipitations satisfaisantes, paraissent devoir assurer des rendements jusqu'à dix fois supérieurs à ceux obtenus par les méthodes de culture traditionnelles.

2. Aide alimentaire

24. L'écart entre la consommation et la production nationales de blé et de maïs est comblé par des importations commerciales - de l'ordre de 100 000 tonnes les années normales - et par l'aide alimentaire.

25. L'aide alimentaire joue un rôle capital dans le développement du Lesotho. En effet, les livraisons de denrées à ce titre permettent non seulement de satisfaire aux besoins des groupes vulnérables mais encore d'appuyer les importants programmes prévoyant la fourniture de vivres en échange de travail que mène le gouvernement. Par des programmes faisant largement appel au travail humain pour la construction de routes, le reboisement, la conservation des sols et des activités reposant sur l'effort personnel, celui-ci s'efforce simultanément d'assurer des emplois à la population et de promouvoir le développement national. Moyennant des dons supplémentaires de produits alimentaires, il pourrait développer encore ces programmes. Les activités à forte intensité de travail revêtent en outre une importance toute particulière dans le cadre du plan d'urgence arrêté par le gouvernement en prévision

de tout rapatriement important de nationaux travaillant actuellement en Afrique du Sud. On espère que les donateurs appuieront ces programmes en accroissant sensiblement leurs dons de produits alimentaires.

26. Ces dons ont permis au gouvernement de constituer des réserves de maïs, et de les stocker, dans les régions montagneuses (projet A-1). Grâce à un premier don de 7 000 tonnes de blé fournies par le Programme alimentaire mondial (PAM), il a pu prendre les premières dispositions en vue de la constitution d'une réserve stratégique nationale de 20 000 tonnes de blé (projet A-13). Malheureusement, il n'a pas encore réussi à se procurer le complément, mais la mission a appris qu'il était en contact avec un éventuel donateur qui pourrait accorder sa contribution par l'intermédiaire du PAM. Cette réserve stratégique nationale de blé est particulièrement importante pour la sécurité alimentaire du Lesotho, car en cas de cessation des importations en provenance d'Afrique du Sud, les livraisons d'autres pays destinées à les remplacer mettraient entre neuf mois et un an à lui parvenir.

27. Lorsque la vente des vivres ainsi reçus en don est possible, le gouvernement est en mesure d'en consacrer le produit au développement. L'aide ainsi utilisable est en majeure partie fournie par la Communauté économique européenne (CEE), dont les dons de blé au cours de la période 1978-1981 se sont élevés au total à 11 500 tonnes représentant la valeur de 2,3 millions de dollars.

28. Le tableau ci-dessous indique les montants d'aide alimentaire prévus et effectivement reçus pour 1980/1981 et les montants prévus pour 1981/1982 :

Tableau 3
 Aide alimentaire

Année		Maïs		Blé	
		Montant prévu	Montant reçu	Montant prévu	Montant reçu
(En tonnes)					
1980/1981	Aide alimentaire générale	11 907	10 129	6 833	7 157
	Réserves de céréales	3 634	2 951	20 000	6 827
	Blé à vendre au profit du développement	-	-	3 000	2 984
	Total	15 541	13 080	29 833	16 968
1981/1982	Aide alimentaire générale	17 330	-	7 951	-
	Réserves de céréales	4 030	-	13 000 ^{a/}	
	Blé à vendre au profit du développement	-	-	13 200 ^{b/}	4 200
	Total	21 360	-	34 151	4 200

^{a/} Montant demandé à un éventuel donateur en 1980/1981, mais qui n'a pas encore été reçu.

^{b/} Y compris 5 000 tonnes correspondant à une première expédition sur le total de 90 000 tonnes demandées à l'Agency for International Development (AID) des Etats-Unis sur cinq ans.

/...

C. Emploi

29. La création de possibilités d'emploi pour la population active en pleine expansion du Lesotho reste l'une des préoccupations majeures du gouvernement.

30. Les possibilités offertes, essentiellement dans les mines d'Afrique du Sud, aux Sothos migrants ne vont pas en augmentant. De fait, les effectifs des nationaux employés dans les mines de charbon d'Afrique du Sud ont même diminué ces dernières années par suite de la mécanisation et de la décision du Gouvernement sud-africain de remplacer désormais les travailleurs migrants étrangers par de la main-d'oeuvre recrutée dans les homelands. En outre, l'allongement de la durée moyenne des contrats de travail a réduit le recrutement dans les mines. De même, les pratiques d'embauche adoptées par l'industrie minière sud-africaine, qui consistent à accorder la préférence à des travailleurs "expérimentés", ne favorisent pas le recrutement des jeunes.

31. Le gouvernement veut donc créer d'urgence des emplois sur le marché intérieur, tout en assurant aux jeunes une formation technique et professionnelle qui les prépare à occuper des emplois dans le secteur moderne et en relevant le niveau des compétences des travailleurs exerçant des activités traditionnelles comme l'agriculture. Au Lesotho, le nombre total d'emplois pourvus sur le marché intérieur du travail s'élève actuellement à près de 40 000 pour une population active de l'ordre de 655 000 personnes. Dans la planification de tous les projets, le gouvernement a l'intention d'accorder une attention particulière au rapport travail-capital.

32. Le Lesotho a tout spécialement besoin de programmes de formation du fait que ses ouvriers qualifiés vont s'employer en Afrique du Sud, où les salaires sont plus élevés. Aussi le gouvernement accueille-t-il favorablement l'intégration d'un volet formation dans les projets bénéficiant d'une aide extérieure.

33. Il s'intéresse aussi à la question des futurs besoins de main-d'oeuvre du pays. Un secrétariat national de la main-d'oeuvre a été créé et un plan de mise en valeur des ressources humaines est en cours d'élaboration pour les années 80.

34. Le Lesotho comptant 165 000 nationaux employés à l'étranger, le gouvernement tient aussi à être prêt à faire face à un rapatriement soudain et massif de travailleurs en provenance d'Afrique du Sud. Pour parer à une telle éventualité, il compte, dans un premier temps, développer ses programmes nécessitant une forte proportion de travail. Son aptitude à faire face à la situation sera dans une large mesure subordonnée à un appui des donateurs sous forme de dons de vivres pour des projets prévoyant des distributions de vivres en rémunération du travail.

D. Energie

1. Pétrole

35. Le fait que le Lesotho demeure tributaire de l'Afrique du Sud pour la totalité de ses approvisionnements en produits pétroliers reste un des grands sujets de préoccupation du gouvernement, qui souhaite s'assurer des livraisons suffisantes et régulières pour satisfaire aux besoins du pays. De plus, le coût de ses importations

pétrolières reflète les prix élevés que l'Afrique du Sud doit payer pour se procurer du pétrole brut au hasard des occasions.

36. Le pétrole brut acheté par le Lesotho grâce à l'aide extérieure a été raffiné et stocké à Maputo, mais les négociations concernant le transport des produits ainsi raffinés par les lignes des chemins de fer sud-africains ont buté sur des difficultés qui ne sont pas encore résolues; elles se poursuivent avec le Gouvernement sud-africain.

37. Dans le cadre des plans régionaux de transport de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (Southern African Development Co-ordination Conference - SADCC), un projet prévoit la fourniture de wagons-citernes qui seraient la propriété du Lesotho pour acheminer les produits pétroliers raffinés à Maputo par la voie ferrée sud-africaine, mais cela ne résoudra pas le problème immédiat de l'enlèvement des produits raffinés qui sont actuellement stockés.

38. Le précédent rapport du Secrétaire général passait en revue les dispositions que prenait alors le gouvernement pour procéder à un examen d'ensemble du bilan énergétique du Lesotho. Le gouvernement compte poursuivre les études menées à ce sujet.

2. Energie hydro-électrique

39. A moyen et à long terme, le Gouvernement du Lesotho espère arriver à une certaine autonomie dans le secteur de l'énergie en utilisant les abondantes ressources en eau du pays pour la production d'énergie hydro-électrique. C'est la raison pour laquelle il attache une très grande importance au plan d'exploitation des ressources en eau des hautes terres [projet P-1(A)], opération de grande envergure dont la réalisation doit s'étaler sur les deux prochaines décennies et qui fournirait de l'électricité au Lesotho et lui permettrait de livrer de l'eau à l'Afrique du Sud. Lorsque les installations seront en service, le Lesotho devrait être beaucoup moins tributaire de l'Afrique du Sud pour son alimentation en énergie électrique et, vu les recettes potentielles qu'elles représentent, des transferts de fonds des travailleurs migrants.

40. L'élaboration de projets et la réalisation de trois études de pré faisabilité concernant la production d'énergie hydro-électrique dans d'autres régions, que le réseau national de transport de force peut difficilement desservir, se poursuivent de manière satisfaisante; ces travaux sont décrits dans le cadre du projet P-1(B).

E. Routes, transports et communications

41. Les projets de construction de routes et de transport routier inscrits au programme d'urgence avancent généralement de manière satisfaisante. Toutefois, si des fonds ont pu être réunis pour certains des projets de construction de routes prévus dans le programme de développement accéléré, il reste encore de gros trous à combler. Il manque quelque 28,8 millions de dollars pour la route Taung-Mokhotlong-Col de Sani (projet R-10), à laquelle le gouvernement attache beaucoup d'importance car elle facilitera grandement la liaison entre les régions

montagneuses et les basses terres. Il faut en outre 4,9 millions de dollars pour compléter le financement de la construction de la route qui relie Mohale's Koek à Quthing (projet R-9).

42. Un grand nombre de projets de développement économique et social étant subordonnés à l'existence d'un accès aux zones rurales, le gouvernement se préoccupe tout particulièrement du programme de renforcement du réseau de routes de desserte rurales, pour lequel il faudrait disposer d'urgence d'un appui supplémentaire sous forme de dons de vivres pour la rémunération du travail, ainsi que de petits outils simples tels que brouettes, pelles et pioches.

43. Les projets relatifs aux transports aériens (projets C-1, C-2, C-3 et C-4) avancent bien, et le financement de la station terrienne de télécommunications par satellite (projet T-2) est entièrement assuré et les travaux d'installation sont en cours.

F. Commerce, industrie et tourisme

44. Ces secteurs sont particulièrement importants en raison des revenus monétaires et des emplois variés qu'ils peuvent permettre de créer.

45. L'aménagement de la zone industrielle de Maseru et la construction de bâtiments industriels de réserve (projets I-1 et I-2) ont bien avancé, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires pour les centres d'industries artisanales de Qacha's Nek, Quthing, Butha-Buthe et Mokhotlong (projet I-3).

46. En dépit de quelques problèmes de qualité, l'industrie de la laine et du mohair est en plein essor. La construction à Maseru d'un grand entrepôt central et d'installations de stockage est à l'étude (projet A-6), et le gouvernement compte être bientôt en mesure de présenter les estimations des coûts aux donateurs intéressés.

47. Bien que les entrées de touristes, venant surtout d'Afrique du Sud, semblent s'être maintenues à des niveaux raisonnables en 1980, le gouvernement reste préoccupé par le secteur du tourisme, pour les raisons évoquées dans le précédent rapport du Secrétaire général. Il a donc engagé des négociations avec la Banque européenne d'investissement en vue d'études de faisabilité portant sur trois nouveaux aménagements touristiques.

48. Le gouvernement estime que le développement du réseau routier du Lesotho est d'une importance capitale pour exploiter les possibilités touristiques qu'offre la beauté des paysages.

G. Education

49. Comme on l'a vu plus haut à la section C, le gouvernement tient beaucoup à renforcer l'enseignement professionnel. Il faut d'urgence du personnel qualifié, non seulement dans les secteurs des travaux publics, de l'eau, de l'énergie et des mines, mais aussi pour la comptabilité et le contrôle financier. Des concours extérieurs ont permis une certaine modernisation de trois écoles professionnelles dans le cadre du projet E-1, mais le gouvernement cherche encore des fonds pour celle de Qacha's Nek.

50. Il en recherche aussi pour la construction de nouveaux bâtiments scolaires et de logements destinés aux étudiants et au personnel, dans le cadre d'un programme d'enseignement intensif de mathématiques et des sciences (projet E-3).

51. Le problème de l'admission dans les écoles du Lesotho d'enfants de parents sothos domiciliés en Afrique du Sud a été évoqué dans les rapports précédents. Le consultant spécialiste de l'éducation dont les services ont été financés par le PNUD a fait un rapport sur l'ampleur du problème, qui est actuellement étudié par le gouvernement. Il ressort de ses conclusions que le nombre d'élèves en cause est considérablement supérieur aux estimations du gouvernement.

H. Santé

52. Aucun problème nouveau n'a été signalé à la mission d'étude à propos de ce secteur. Le gouvernement poursuit la campagne de vaccination des enfants contre les maladies contagieuses.

53. Le nouvel hôpital de Qacha's Nek est en cours de construction, et quelques installations supplémentaires sont prévues (voir projet H-2). La clinique rurale de Dilli-Dilli est maintenant en chantier (voir projet H-3).

I. Participation des femmes au développement du Lesotho

54. Une grande partie de la population active masculine du Lesotho étant employée dans les mines d'Afrique du Sud, les femmes jouent un rôle particulièrement important dans l'économie du pays.

55. Un Bureau des affaires féminines a été institué au sein du Cabinet du Premier Ministre. Le gouvernement se prépare à soumettre à l'Office suédois du développement international (SIDA) une demande de financement des services d'un planificateur détaché auprès du Bureau des affaires féminines pour une période de deux ans en vue de l'aider à élaborer des projets axés sur l'emploi des femmes.

56. Dans le cadre du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, le PNUD a conclu avec le Gouvernement du Lesotho un accord de financement d'un projet de 124 000 dollars répartis sur deux ans, qui aura pour objet de développer les compétences des femmes dans les zones rurales.

III. REACTION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU LESOTHO

57. D'après les renseignements fournis par le gouvernement à la cinquième mission d'étude, le montant total de l'aide internationale fournie ou annoncée au titre du programme spécial d'assistance se montait, au mois de mars 1981, à 202 583 000 dollars, ce qui représente un accroissement de 42 473 000 dollars depuis mai 1980. On trouvera au tableau 3 ci-après le détail des contributions pour les différents projets ainsi que les sources de financement.

58. La générosité avec laquelle la communauté internationale a réagi au programme spécial d'assistance économique au Lesotho est extrêmement encourageante et elle a permis d'exécuter une bonne partie du programme. Certains projets ont été entièrement financés, d'autres l'ont été en partie; Il convient toutefois d'attirer l'attention sur certaines activités dont le financement n'est pas encore assuré.

59. Dans le cadre du programme d'urgence, huit projets ont été achevés, dont trois des huit projets de construction routière et deux des quatre projets relatifs aux transports aériens. Pour les autres projets, les besoins les plus importants, qui pour l'instant ne sont pas étudiés avec des donateurs éventuels, sont les suivants :

- a) Appui pour la construction à Maseru d'un grand entrepôt central et d'installation de stockage de laine et de mohair (dont le coût n'a pas encore été chiffré);
- b) Assistance supplémentaire au titre du programme de lutte contre la gale des moutons, livraison de produits chimiques pour bains antiparasitaires pour la campagne 1982/83 (366 000 dollars), et construction de neuf dépôts de district supplémentaires pour le stockage de ces produits et des vaccins (511 000 dollars);
- c) Financement additionnel de 65 000 dollars pour le Fonds autorenewable destiné à l'élevage, en vue de porter les stocks de produits vétérinaires à un niveau suffisant;
- d) Financement additionnel à hauteur de 1,07 million de dollars pour maintenir le stock central de médicaments des magasins médicaux de Mafeteng à un minimum suffisant pour faire face à l'escalade des prix d'achat;
- e) Concours supplémentaire de 145 000 dollars pour la construction à l'hôpital de Mache's Nek d'un pavillon des tuberculeux, d'un service de pédiatrie et d'un incinérateur;
- f) Concours de 15 000 dollars pour compléter le financement de la construction d'un dispensaire rural à Matebeng.

60. Dans le programme de développement accéléré, trois projets ont été achevés et plusieurs autres sont presque totalement financés et terminés. Les besoins les plus importants, qui à l'heure actuelle ne sont pas à l'étude avec des donateurs éventuels, sont les suivants :

- a) Complément de 4,9 millions de dollars pour la construction de la route qui doit relier Mchale's Hoek à Quthing;
- b) Financement intégral, évalué à 28,8 millions de dollars environ, de la construction de la route Teung-Mokhotlong-col de Sanik;
- c) Dons d'aliments pour les projets prévoyant des distributions de vivres en rémunération du travail et d'outils manuels pour le programme de routes de desserte rurales (pour une description du projet K-11, voir plus loin les paragraphes 98 à 114;
- d) Appui au programme de culture maraîchère irriguée (1,3 million de dollars);
- e) Financement relatif de la construction du couvoir (1,3 million de dollars) et des logements pour le personnel (30 000 dollars) prévus dans le cadre du projet de production et de conditionnement de la volaille;
- f) Construction de silos en vue de la constitution d'une réserve stratégique de maïs et à d'autres fins (3,6 millions de dollars) et achat de maïs pour la réserve (4,4 millions de dollars);
- g) Financement des achats de semences prévus dans le cadre du projet relatif aux engrais et aux semences (1 million de dollars pour trois ans);
- h) Financement supplémentaire pour la modernisation d'écoles professionnelles (900 000 dollars au minimum);
- i) Assistance technique pour l'enseignement de matières professionnelles (d'une valeur de 100 000 dollars environ);
- j) Financement de la deuxième phase du programme intensif d'enseignement des mathématiques et des sciences (323 000 dollars, plus bourses d'études);
- k) Appui à la faculté des sciences à l'Université nationale du Lesotho (8 millions de dollars) et concours pour la création d'un hôpital général national (coût estimatif : 37 millions de dollars);
- l) Financement de quatre centres d'industries artisanales;
- m) Financement d'une étude de faisabilité concernant l'exploitation d'une carrière de grès et une installation de taille de pierre (170 000 dollars).

61. On trouvera le détail des besoins énumérés ci-dessus dans le rapport qui suit sur l'état d'avancement des différents projets.

Tableau 4

Réaction de la communauté internationale au Programme spécial d'assistance économique de l'Organisation des Nations Unies

Estimations des coûts des projets et montants des contributions à la mi-mars 1981

(d'après les renseignements fournis par le Gouvernement du Lesotho à la cinquième mission d'étude)

Numéro	Projet a/ Titre	Estimation la plus récente du coût	Montant ou nature de la contribution	Type de contribution	Donateur					
						(En milliers de dollars E.-U)				
A. Programme d'urgence										
R-1 ^{er}	Améliorations ponctuelles du tronçon de route Sekakes-Qacha's Nek	1 840	1 840	Don	Fonds européen de développement (FED)					
R-2 ^{es}	Parc de véhicules de transport routier	3 537	2 760	Don	République fédérale d'Allemagne					
			471	Don	Agency for International Development des Etats-Unis (USAID)					
			306	Don	FED					
R-3) R-4)	Route Quthing-Qacha's Nek	41 000	34 000 b/	Don	République fédérale d'Allemagne					
R-5	Tronçon de route Thaba-Tseka-Mpiti	27 800	70	Don	Agence canadienne de développement international (ACDI)					
			27 800	Annonce de don	ACDI					
R-6 ^{es}	Trois centres d'entretien du Ministère des travaux publics	1 300	170 c/	Don	FED					
			401	Don	Royaume-Uni					
R-7	Renforcement des moyens techniques du Ministère des travaux publics	930	Assistance technique	Don	Irlande, Royaume-Uni, USAID, République fédérale d'Allemagne, Inac, PNUD, Fonds du Commonwealth pour la coopération technique					
C-1 ^{er}	Renforcement de la flotte aérienne civile			a) Appareils	2 460	2 460	Don	Canada		
				b) Assistance technique				870	Don	FED
								1 740	Don	FED
								29	Don	Irlande
C-2 ^{es}	Aménagements à l'aéroport de Maseru	228	228	Don	République fédérale d'Allemagne					
C-3	Assiocation de cinq pistes d'atterrissage en montagne	8 600	7 847	Don	République fédérale d'Allemagne					
C-4	Aéroport national	46 000	5 070	Annonce de don	FED					
			1 080	Prêt	Abou Dhabi					
			8 000	Prêt	Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA)					
			10 400	Prêt	Banque africaine de développement (BAD)					
			3 000	Prêt	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)					
		4 500	Prêt	Arabie saoudite						

Tableau 4 (suite)

Numéro	Projet a/ Titre	Estimation		Type de contribution	Donateur
		la plus récente du coût	Montant ou nature de la contribution		
(En milliers de dollars E.-U.)					
A-1	Réserves alimentaires de la région montagneuse				
	a) Construction de 32 entrepôts	2 538	1 891	Don	FED
			483	Don	Catholic Relief Services (CRS)
			164	Don	Agence norvégienne de développement international (NORAD)/FAO
	b) Constitution d'une réserve de maïs de 5 000 tonnes	1 819	1 264	Don	Programme alimentaire mondial (PAM)
A-4 ^M	Modernisation de la production végétale	11 600	3 300	Prêt	Secteur commercial
A-5 ^M	Autonomie en matière de traitement des céréales	4 700	1 200	Don	Royaume-Uni
			1 600	Prêt	OPEP
A-6	Commercialisation de la laine et du mohair	2 537			
	i) Grands entrepôts et véhicules		526	Don	Royaume-Uni
			63	Don	Irlande
	ii) Lutte contre la gale des moutons		550	Don	Royaume-Uni
			301	Don	Royaume-Uni
	iii) Financement du Fonds auto-renouvelable pour les produits vétérinaires		155	Don	Royaume-Uni
A-7	Banque de développement agricole	6 260 <u>d</u>	335	Don	Fonds international de développement agricole (FIDA)
			5 925	Prêt à des conditions libérales	FIDA
A-13	Approvisionnement en blé et réserve stratégique				
	i) Constitution d'une réserve stratégique nationale (20 000 tonnes)	5 500	1 700	Don	PAM
	ii) Blé destiné à la vente aux fins du développement	54 700	2 800	Dons	Communauté économique européenne (CEE)
			1 300	Don	PAM
H-1	Constitution et accroissement de stocks de médicaments et autres fournitures médicales	2 700 +	922	Don	Pays-Bas
			1 580	Don	Pays-Bas
			400	Don	Japon
			100	Don	République de Corée
			100	Don	Inde
H-2	Hôpital de Qasba's Nek	1 100	495	Don	Agence d'aide pour le développement international (DAIDA)
			0,5	Don	Chypre
			2	Don	Philippines
			139,5	Don	Intérêts du compte spécial
H-3	Dispensaires Furuz à Hatabong et Bili-Bili	303	188	Don	Pays-Bas

Tableau 4 (suite)

Projet a/		Estimation	Montant ou	Type de	Donateur
Numéro	Titre	la plus récente du coût	nature de la contribution	contribution	
(En milliers de dollars E.-U.)					
P-4*	Groupe électrogène diesel de Qacha's Nek	e/	e/	Don	République fédérale d'Allemagne
L-1	Programme de développement à fort coefficient de main-d'oeuvre	-	2 664	Don	SIDA
			330	Don	Royaume-Uni
	Total partiel		143 112		
B. Programme de développement accéléré					
R-8	Route Mafeteng-Mohale's Hoek	14 760	900	Don	Royaume-Uni
			1 300	Don	Pays-Bas
			3 900	Don	FED
			3 900	Prêt à des conditions libérales	BADEA
R-9	Route Quthing-Mohale's Hoek	37 800	f/ 17 540 g/	Don	CEE (Deuxième Convention de Lomé) Royaume-Uni
R-10	Route Taung-Makhotlong-col de Sani				
	i) Etude de faisabilité*	520	520	Don	Royaume-Uni
	ii) Construction	28 800			
R-11	Développement du programme de routes de desserte	31 300	4 500	Don en nature	FAM/CRS
			1 300	Don en nature	FAM/CRS
A-9*	Renforcement du réseau de commercialisation des produits de l'élevage	642	412	Don	Royaume-Uni
			230	Don	Royaume-Uni
A-10	Culture maraichère irriguée	1 300	-		
A-11	Production et conditionnement de la volaille	4 500	120	Don	Unitarian Service Committee (Canada)
A-12	Pisciculture d'eau douce				
	i) Etude de faisabilité*	154	154	Don	Royaume-Uni
	ii) Exécution	366	366	Annonce de don	Royaume-Uni
A-14	Stockage en silo en vue de la constitution d'une réserve stratégique de maïs et approvisionnement en maïs	8 000	-		
A-15	Projet relatif aux engrais et aux semences	3 000	2 000 h/		FIDA
P-1 (A)	Aménagement hydraulique des régions montagneuses : étude de faisabilité	6 900			Montant en cours de négociation avec un donateur éventuel
P-1 (B)	Faisabilité et conception de projets de production locale d'énergie hydro-électrique				
	i) Petites centrales hydro-électriques pour les régions rurales : étude de faisabilité	300 i/ 114	300	Don Don Annonce de don	France Autriche Norvège
	ii) Production d'énergie hydro-électrique sur la Quthing : étude de faisabilité*	300	300	Don	Aide bilatérale
	iii) Projet à objectifs multiples de Jérôme : étude de faisabilité	307 j/	307	Don	République fédérale d'Allemagne

Tableau 4 (suite)

Numéro	Projet a/ Titre	Estimation		Type de contribution	Donateur
		la plus récente du coût	Montant ou nature de la contribution		
(En milliers de dollars E.-U.)					
E-1	Modernisation de quatre écoles professionnelles	2 260	235 573	Don Prêt à des conditions libérales	Pays-Bas Association internationale de développement (IDA)
E-2	Formation d'enseignants d'écoles professionnelles	250	150	Don Assistance technique	Irlande Irlande
E-3	Programme intensif d'enseignement des mathématiques et des sciences	480	157 Assistance technique	Don	Royaume-Uni Université libre d'Amsterdam
H-5	Formation de personnel médical	230	Bourses		Divers donateurs
	i) Phase I : Faculté des sciences sanitaires	8 000	-	-	
	ii) Phase II : Hôpital général national	37 000	-	-	
I-1*	Agrandissement de la zone industrielle de Maseru	2 070	2 070	Don	FED
I-2	Bâtiments industriels de réserve	2 850	1 920 430	Prêt Don	BAD Royaume-Uni
I-3	Centres d'industries artisanales	1 150	786	Don	Royaume-Uni
M-3*	Usine de concassage de pierre à Ramorakane	582	230	Don	Autriche
			319	Prise de participation (prêt)	Banque mondiale / Société financière internationale (SFI)
M-4	Carrière de grès et installation de taille de la pierre	170	-	Prêt	Banque mondiale (SFI)
T-2	Communications internationales par satellite	10 300	10 300	Prêt à des conditions libérales	République fédérale d'Allemagne
	Total partiel		55 966		
	C. Aids hors-projet		3 900 g/	Annonce de don	Royaume-Uni
			5	Annonce de don	Pakistan
	Total partiel		3 905		
	Total des contributions au mois de mars 1981 (A + B + C)		202 583		

a/ L'astérisque placé après le numéro du projet indique que le projet est achevé.

b/ Le Gouvernement du Lesotho fournit le solde de 7 millions de dollars.

c/ Le complément de 729 000 dollars a été fourni par le Fonds européen de développement dans le cadre des fonds affectés au projet R-1.

d/ Considéré à l'origine comme nécessitant seulement une coopération technique.

e/ Financé sur le don accordé pour le projet R-2.

f/ Un montant de 15 390 000 dollars a été affecté à ce projet sur les fonds que la CEE fournira en application de la deuxième Convention de Lomé.

g/ Ces fonds avaient été réservés au projet R-10 b), mais le Gouvernement britannique ayant jugé que l'ancien projet n'était pas viable sur le plan économique, 17,5⁴ millions de dollars ont été affectés au projet R-9 et il reste 3,9 millions de dollars à trouver.

h/ Prévisoire.

i/ L'étude de préviabilité a été effectuée. Il faut à présent réunir des fonds pour les études de faisabilité, les plans et les travaux de construction. On ne dispose pas encore d'estimation du coût de ces activités.

j/ Montant à déterminer.

/...

IV. ETAT D'AVANCEMENT DE DIFFERENTS PROJETS DU PROGRAMME
D'ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIAL e/

A. Programme d'urgence

1. Transports routiers

R-2 : Parc de camions

(coût estimatif révisé : 3,5 millions de dollars)

62. La République fédérale d'Allemagne a fourni six camions de plus et le projet a pu être mené à bien. Au total, la compagnie de transport de marchandises du Lesotho dispose maintenant de 37 camions de 6 à 12 tonnes de charge utile, d'un tracteur équipé d'une semi-remorque de 16,5 tonnes, de quatre remorques de 10 tonnes, de bureaux, ateliers et gares routières à Maseru et Quthing, ainsi que d'une gare routière à Qacha's Nek. La République fédérale d'Allemagne a également accordé une assistance technique et des pourparlers sont en cours pour qu'elle continue à offrir un appui. Le projet P-4 (groupes électrogènes diesel de Qacha's Nek) a également été financé au titre de ce projet.

R-3, R-4 : Route de Quthing à Qacha's Nek

(coût estimatif révisé : 41 millions de dollars)

63. Ces deux projets sont en cours d'exécution et les travaux se poursuivent sur trois tronçons : Quthing-Mt. Moorosi, Mt. Moorosi-Mphaki-Qacha's Nek. Dans le premier et le dernier cas, il ne s'agit que d'aménagements, et le marché des travaux devrait être passé au deuxième trimestre de 1981. Pour le tronçon central, c'est le Ministère des travaux publics qui se chargera lui-même de la construction, laquelle devrait en principe débiter au troisième trimestre de 1981. En vue de réduire les coûts, il a été décidé d'utiliser du gravillon de norme 3, et non norme 1, comme prévu à l'origine.

64. L'estimation révisée du coût englobe les fonds nécessaires pour la réfection et la consolidation du pont de Seaka, à l'ouest de Quthing.

65. La contribution de l'AID (Etats-Unis) de ce projet est passée de 26 à 34 millions de dollars (dont 4 pour l'étude de faisabilité et les plans). Le solde, soit 7 millions de dollars, étant financé par le Gouvernement du Lesotho.

R-5 : Route de Thaba-Tseka à Mpiti

(coût estimatif révisé : 27,8 millions de dollars)

66. A la suite de l'étude de faisabilité financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et qui a coûté 70 000 dollars, l'estimation du coût de la construction a été révisée en hausse, passant ainsi de 18 à 27,8 millions de

e/ Il s'agit de projets qui ne sont pas encore achevés ou qui l'ont été au cours de la période considérée.

dollars. La route doit être construite avec du gravillon de norme 3. Les négociations se poursuivent avec le Gouvernement canadien. Les fonds paraissent devoir être fournis bientôt, à titre de don, et les travaux devraient débiter en mai 1982.

R-6 : Trois centres de services d'entretien relevant du Ministère des travaux publics

(coût estimatif révisé : 1,3 million de dollars)

67. Le troisième atelier d'entretien, qui se trouve à Thaba-Tseka, a été achevé grâce à des fonds (401 000 dollars) fournis par le Royaume-Uni à titre de don. Le projet est donc terminé, les centres de Mphaki et Qacha's Nek ayant été construits auparavant avec une aide du FED s'élevant au total à 904 000 dollars, dont 170 000 dollars seulement n'avaient pas été affectés au projet R-1.

68. Des négociations sont en cours avec l'IDA en vue de l'octroi de fonds supplémentaires pour le troisième projet routier. Il s'agirait d'agrandir encore l'atelier de Thaba-Tseka (238 000 dollars) et de construire d'autres ateliers à Leribe et Mhale's Hoek.

R-7 : Renforcement des moyens techniques du Ministère des travaux publics

(coût estimatif : 930 000 dollars)

69. En plus des experts, que l'Inde et le Royaume-Uni avaient envoyé avant la période sous revue, 16 techniciens ont été mis à la disposition du Lesotho au cours de l'année écoulée dans le cadre des programmes d'aide des Etats-Unis (AID), de l'Irlande, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Inde, du PNUD et du Commonwealth Fund for Technical Co-operation. Parallèlement, 52 Sothos suivent actuellement à l'étranger des cours de formation technique dans les disciplines requises.

2. Aviation civile

C-1 : Renforcement de la flotte aérienne civile

(coût estimatif révisé pour les appareils : 2,4 millions de dollars)

70. Comme on l'a déjà signalé, le Gouvernement canadien a fourni deux Twin Otter. Outre l'assistance technique déjà mentionnée, une somme de 1 740 000 dollars, qui permettra de proroger de 3 ans le contrat de gestion passé par la Lesotho Airways Corporation avec Aer Lingus, a été reçu du FED. En outre, huit bourses ont été financées par le PNUD et deux par la République fédérale d'Allemagne pour la formation de pilotes. Il en faudrait d'autres.

C-2 : Aménagements à l'aéroport de Maseru

(coût estimatif révisé : 228 000 dollars)

71. De nouveaux travaux, qui doivent être financés par la République fédérale d'Allemagne au titre du projet C-3, seront entrepris pour agrandir le hangar de l'aéroport de Maseru.

C-3 : Amélioration de cinq pistes d'atterrissage en montagne

(coût estimatif révisé : 8,6 millions de dollars)

72. Il s'agit à présent de transformer les pistes d'atterrissage de Qacha's Nek, Semongkong et Mokhotlong en aéroports régionaux, d'aménager celles de Sehonghong, Nkau, Sehlabathebe, Lesobeng, Quthing et Seshote, le cas échéant en clôturant le terrain et d'agrandir le hangar de Maseru. La République fédérale d'Allemagne a porté le montant de son don à 7,8 millions de dollars et les travaux, qui commenceront à la fin de 1981, devraient durer trois ans.

C-4 : Aéroport national

(coût estimatif : 46 millions de dollars)

73. L'octroi d'un montant de 32,05 millions de dollars a été négocié et tous les accords ont été signés, sauf celui avec le FED, qui fournira du matériel et des aides à la navigation. Pour le solde, le gouvernement prendra le relais en attendant que des dons supplémentaires aient été négociés; un groupe de donateurs doit se réunir en octobre 1981. Les travaux doivent commencer à la fin de 1981 et être achevés en 1984.

3. Agriculture, élevage et production alimentaire

A-1 : Réserves alimentaires de la région montagneuse

(coût estimatif révisé : 4,36 millions de dollars)

74. Le gouvernement ayant versé une contribution additionnelle de 555 000 dollars, la réserve de 5 000 tonnes de maïs est opérationnelle et elle a déjà été utilisée à l'occasion de situations d'urgence (neige et sécheresse). En attendant que la construction des magasins soit achevée, 1 500 tonnes sont tenues en réserve à Maputsoc et 1 500 autres provisoirement remises en circulation pour des programmes du type "des vivres pour du travail". Sur les 32 entrepôts prévus, cinq sont à présent terminés, huit sont en cours de construction et les autres seront achevés d'ici à 1983.

A-4 : Modernisation de la production végétale

(coût estimatif : 11,6 millions de dollars)

75. En 1980, le gouvernement a porté à 10,3 millions de dollars sa contribution à ce programme, qui atteint de la sorte l'ordre de grandeur prévu à l'origine. De plus, il a pu s'assurer un prêt commercial de 3,3 millions de dollars, et le projet bénéficie en outre d'une coopération technique bilatérale. Pour la campagne 1980/81, quelque 6 000 hectares ont été plantés de maïs et 200 de sorgho. Dans les deux cas, les rendements paraissent devoir être plusieurs fois supérieurs aux niveaux antérieurs. Ainsi, pour 1981, l'augmentation nette de la production de maïs est chiffrée à environ 20 000 tonnes, ce qui représente entre 10 et 15 p. 100 du déficit alimentaire du pays. Le gouvernement prévoit de rendre ce programme autonome en créant un fonds autorénewable à l'intention des agriculteurs.

A-5 : Autonomie en matière de traitement des céréales

(coût estimatif : 4,7 millions de dollars)

76. Ce projet de création de minoteries pour la transformation du blé ayant été mené à bien, le gouvernement étudie à présent la possibilité de construire une minoterie pour le maïs, peut-être avec des fonds privés.

A-6 : Commercialisation de la laine et du mohair

(coût estimatif révisé : 2,5 millions de dollars)

i) Entrepôts et véhicules

77. Les quatre entrepôts prévus - à Mokhotlong, Qacha's Nek, Mohale's Hoek et Leribe - sont terminés et ils seront gérés par la Livestock Marketing Corporation, dont la réorganisation est en cours et qui, une fois celle-ci achevée, aura besoin d'aide pour se constituer un fonds de roulement (les besoins précis sont à l'étude). Le Gouvernement britannique, qui a fourni son concours pour la construction des quatre entrepôts, a aussi financé la construction de sept points de collecte et l'achat de cinq camions, ce qui a coûté au total 526 000 dollars.

78. L'agrandissement des installations de stockage du grand entrepôt de Maseru étant à l'étude, il n'est pas encore possible de donner une estimation des coûts.

ii) Lutte contre la gale des moutons

79. En supplément du montant de 550 000 dollars versé les années précédentes au titre du programme de lutte contre la gale des moutons, le Gouvernement britannique a fourni 301 000 dollars pour l'achat des produits chimiques qui seront utilisés pour les bains antiparasitaires en 1981/82. Il faudra encore 366 000 dollars f/ de plus en vue de l'achat de produits chimiques pour la campagne 1982/83. Au-delà de 1983, un impôt spécial à cet effet devrait en principe être en vigueur.

80. Des dépôts de district pour le stockage sur place des produits antiparasitaires et de vaccins et médicaments vétérinaires ont déjà été construits avec le concours financier du Gouvernement britannique, mais il faudrait 511 000 dollars pour en construire neuf autres, minimum requis si l'on veut couvrir correctement les besoins f/.

iii) Financement du Fonds autorenouvelable destiné à l'élevage

81. Le Fonds autorenouvelable destiné à l'élevage, qui finance la constitution de stocks de produits vétérinaires, aurait encore besoin de 65 000 dollars f/ (en plus de 155 000 dollars déjà fournis par le Gouvernement britannique) pour constituer des stocks suffisants et s'autofinancer.

A-7 : Banque de développement agricole

(considérée précédemment comme ne relevant que de la coopération technique)

82. La Banque de développement agricole du Lesotho, dont les opérations de crédit à l'agriculture ont débuté en mars 1980, a prêté jusqu'ici à de petits exploitants quelque 5,2 millions de dollars, essentiellement à court terme, par l'intermédiaire du mouvement coopératif qui a été réorganisé. Des pourparlers sont en cours avec le FIDA en vue d'un prêt de 5,9 millions de dollars à des conditions libérales par un don de 335 000 dollars de la Banque africaine de développement (BAD) pour des activités de formation et de recherche. A concurrence d'un million de dollars, le prêt servira à subventionner directement les coopératives et le reste, soit 4,9 millions, servira à alimenter la Banque. Des négociations sont en cours avec le Gouvernement canadien en vue de l'octroi d'une assistance technique à la Banque.

A-13 : Livraisons de blé et réserve stratégique

i) Réserve stratégique nationale de blé (20 000 tonnes)

83. En 1980, le PAM a fourni 7 000 tonnes de blé d'une valeur de 1,7 million de dollars. Des négociations sont en cours avec les Etats-Unis pour la fourniture de 13 000 tonnes qui manquent encore pour compléter la réserve (et dont la valeur est estimée à 3,8 millions de dollars).

ii) Blé destiné à la vente aux fins du développement

84. Entre 1978 et 1981, la CEE a livré ou s'est engagée à livrer 11 500 tonnes de blé au total, d'une valeur approximative de 2,8 millions de dollars. Jusqu'ici le produit des ventes de blé a servi à construire des installations de stockage pour le Service de gestion alimentaire dans les zones frontalières névralgiques et les régions montagneuses. En 1981/82, une partie des fonds recueillis sera employée à financer l'installation de magasins d'alimentation et de cuisines dans le cadre du programme de repas scolaires du PAM pour l'enseignement primaire.

85. En 1981, le PAM a fourni à titre de don 4 200 tonnes de blé, évaluées à 1,3 million de dollars. Le produit de la vente de ce blé permettra de fournir un appui technique aux projets de construction routière dont le personnel est rémunéré en nature (achat d'outils, de matériel, de véhicules, formation de contremaîtres, etc.).

86. Des pourparlers sont en cours avec l'AID des Etats-Unis pour la fourniture de 5 000 tonnes de blé en 1981/82 et de 21 250 tonnes par an les quatre années suivantes, soit, d'ici à 1986, un total de 90 000 tonnes évalué aux prix courants à 45,2 millions de dollars.

4. Santé

H-1 : Stocks de médicaments et autres fournitures médicales et agrandissement des installations de stockage

(coût estimatif révisé : 2,7 millions⁺ de dollars)

87. En plus des dons déjà signalés des Pays-Bas, du Japon et de la République de Corée, l'Inde a fourni la valeur de 100 000 dollars de médicaments et octroyé des bourses d'études.

88. Les installations centrales de stockage et les bureaux de Mafeteng sont en service et la formation du personnel local appelé à gérer les magasins de produits médicaux débutera en septembre 1981.

89. Le Gouvernement du Lesotho, qui aura fourni en 1980/81 une contribution de 1,07 million de dollars pour maintenir le stock de médicaments à un niveau minimum, demande une assistance supplémentaire f/ à cet effet en raison de la hausse très rapide des prix et de la consommation de médicaments.

H-2 : Hôpital de Qacha's Nek

(coût estimatif révisé : 1,1 million de dollars)

90. S'ajoutant au don déjà signalé de 495 000 dollars fait par le Gouvernement danois par l'intermédiaire du Compte spécial des Nations Unies pour le Lesotho, ceux du Gouvernement chypriote et des Philippines, acheminés par le même canal, ainsi que les intérêts perçus à ce titre, ont permis de transférer du Compte spécial à ce projet un montant supplémentaire de 138 000 dollars. Des négociations sont en cours avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) en vue de l'octroi de 40 000 dollars pour achever l'aile de service de protection maternelle et infantile. Le gouvernement cherche à se procurer les quelque 145 000 dollars qui lui manquent pour financer la construction d'un pavillon du tuberculeux, d'un service de pédiatrie et d'un incinérateur.

91. Des négociations sont aussi en cours avec la Croix-Rouge danoise en vue d'un don de 286 000 dollars en vue de l'achat de matériel hospitalier et de la construction de logements pour le personnel.

H-3 : Dispensaires ruraux à Matebeng et Dilli-Dilli

(coût estimatif révisé : 203 000 dollars)

92. Par suite de l'escalade des coûts, il manque 15 000 dollars. La contribution des Pays-Bas, qui a été majorée de 70 000 dollars et portée à 188 000 dollars, a permis en octobre 1980 de commencer à construire le dispensaire de Dilli-Dilli, et le chantier de Matebeng sera ouvert dès que des arrangements auront été pris pour obtenir le complément de 15 000 dollars.

5. Electricité

P-4 : Groupes électrogènes diesel de Qacha's Nek

(financés au titre du projet R-2)

93. Les deux groupes électrogènes financés par la République fédérale d'Allemagne au titre du projet R-2 (Parc de camions) n'ont pas encore été installés en raison du retard pris dans l'aménagement du terrain. Ce projet doit en principe être terminé au milieu de 1981.

6. Création d'emplois

L-1 : Programme de développement à forte intensité de travail

94. Depuis sa création en 1977, le service chargé d'exécuter des travaux de construction à forte intensité de travail a achevé deux projets routiers et mené à bien plusieurs projets de conservation des sols, assuré l'entretien de pistes d'atterrissage en montagne et lancé un programme triennal de gravillonnage des routes. Il a aussi formé des contremaîtres pour les chantiers de travaux à fort coefficient de main-d'oeuvre d'autres ministères. Le SIDA a fourni 2 664 000 dollars (des négociations sont en cours pour un supplément) et le Gouvernement britannique 330 000 dollars. La participation de l'Organisation internationale du travail (OIT) au programme est en cours d'examen.

B. Programme de développement accéléré

1. Transports routiers

R-8 Route Mafeteng-Mohale's Hoek

(Coût estimatif révisé : 7,75 millions de dollars jusqu'à Tsoloane, 7 millions au-delà)

95. Le premier tronçon de cinq kilomètres, financé par le Royaume-Uni (0,9 million de dollars), a été achevé et la construction du deuxième tronçon de 18 kilomètres, qui est financée par les Pays-Bas (1,3 million de dollars), le FED (3,9 millions) et le Gouvernement du Lesotho, va commencer (dès que l'adjudication aura été approuvée par le FED). La route ira donc jusqu'à Tsoloane, qui est à mi-chemin entre Mafeteng et Mohale's Hoek. Le dernier tronçon de 25 kilomètres, qui reliera Tsoloane à Mohale's Hoek, sera en partie financé par un prêt de 3,9 millions de dollars accordé à des conditions avantageuses par la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA); le gouvernement examine avec elle la possibilité d'un prêt plus élevé pour couvrir le coût total de la construction de ce tronçon.

R-9 : Route Mohale's Hoek-Quthing

(Coût estimatif révisé : 37,8 millions de dollars)

96. Le financement de cette route de 50 kilomètres de long est maintenant en grande partie assuré, la CEE devant fournir 15,35 millions de dollars en vertu de la deuxième Convention de Lomé et le Royaume-Uni un montant de 17,54 millions, mais les travaux n'ont pas encore commencé. Il s'agira d'une route asphaltée de type courant. Il reste 4,8 millions de dollars à trouver.

R-10 : Route Taung-Mokhotlong-col de Sani

(Coût estimatif révisé : 28,8 millions de dollars)

97. Lorsque l'étude de faisabilité, qui lui a coûté 520 000 dollars a été terminée, le Royaume-Uni a décidé d'affecter au projet R-9, la contribution qu'il avait annoncée pour celui-ci. Le gouvernement cherche donc maintenant à se procurer des fonds pour ce projet auquel il attache une grande importance car cette route fait partie du réseau qui donnera accès aux régions montagneuses en les reliant aux terres basses.

R-11 : Développement des routes de desserte

(Coût estimatif révisé : 31,3 millions de dollars sur sept ans)

98. A la suite de l'assistance technique fournie par l'USAID des Etats-Unis en 1980, un projet a été élaboré pour appuyer le programme national de voies d'accès par la construction de 550 kilomètres de voies d'accès, de l'ouverture de 150 kilomètres de sentiers et de la construction de 30 passerelles, principalement dans la région montagneuse du Sud.

99. Ce projet est de la plus haute importance pour d'autres projets de développement rural comme le projet A-6 et aussi pour des objectifs sociaux tels que l'accès aux écoles.

100. Jusqu'à présent, ce projet est réalisé avec le concours de 7 750 ouvriers rémunérés en produits alimentaires (le nombre des travailleurs ainsi rémunérés est maintenant de 18 600 pour la totalité des projets), mais il en faudrait 4 000 de plus.

101. Pour rémunérer l'effectif actuel, il faudrait, en espèces ou en nature, la valeur de 19,4 millions de dollars sur les sept prochaines années et pour les 4 000 autres, de 1,7 million de dollars par an, soit 11,9 millions au total.

102. Ainsi qu'il était indiqué dans le précédent rapport, le PAM et Catholic Relief Services ont fait don au Lesotho de 10 000 tonnes de produits alimentaires évalués à 4,5 millions de dollars. Quatre mille tonnes supplémentaires, évaluées à 1,3 million de dollars, ont été livrées en 1980; le produit de leur vente a servi à renforcer l'infrastructure administrative du programme "des vivres pour du travail".

103. Au cours de l'exercice 1981/82, le gouvernement compte étendre l'ensemble de ce programme pour qu'il s'applique à 21 900 travailleurs (compte non tenu des 4 000 travailleurs supplémentaires pour le présent projet); il faudra à cette fin quelque 15 700 tonnes de produits alimentaires, pour lesquels il compte sur un don du PAM et de Catholic Relief Services. Il faut d'urgence un appui pour le projet R-11 dans le cadre de ce programme, aussi bien que pour le programme de son ensemble.

104. Une mission du BIT doit en principe se rendre au Lesotho en 1981 pour examiner et faciliter le déroulement du programme.

2. Agriculture et élevage

A-9 : Renforcement du réseau de commercialisation des produits de l'élevage

(Coût estimatif révisé : 642 000 dollars)

105. A son don initial de 412 000 dollars, le Gouvernement britannique en a ajouté un de 230 000 dollars pour la mise en place d'un système d'achat de bétail pour le nouvel abattoir. Ce projet sera terminé en 1981.

A-10 : Culture maraîchère irriguée

(Coût estimatif : 1,3 million de dollars)

106. Ce projet ne bénéficie d'aucun don. Celui de 246 000 dollars que le Royaume-Uni envisageait d'accorder (voir le rapport précédent) a été utilisé à d'autres fins. Une aide est nécessaire.

A-11 : Production et conditionnement de la volaille

(Coût estimatif révisé : 4,5 millions de dollars)

107. Ce projet comprend les activités suivantes :

i) Production d'oeufs et de volaille (1 790 000 dollars) : pour des raisons d'ordre technique, la contribution des Pays-Bas pour ces activités ne s'est pas encore concrétisée.

ii) Installation d'abattage de la volaille (460 000 dollars) : aucun financement n'a été offert, mais si la contribution des Pays-Bas au premier élément est disponible, un autre donateur acceptera peut-être de financer celui-ci.

iii) Pouvoir (1,3 million de dollars) : une aide est nécessaire.

iv) Logement du personnel (830 000 dollars) : une aide est nécessaire.

v) Centres de commercialisation (130 000 dollars) : l'Unitarian Service Committee (Canada) en a assuré le financement.

A-12 : Pisciculture d'eau douce

(Coût estimatif révisé : 366 000 dollars)

108. L'étude de faisabilité (154 000 dollars) qui a été financée par le Royaume-Uni ne concluait pas en faveur du projet initialement conçu (qui comprenait la construction d'un petit barrage). Il semble maintenant que le Royaume-Uni doive accorder quelque 366 000 dollars pour soutenir les activités de production déjà implantées au niveau des villages.

A-14 : Stockage en silo en vue de la constitution d'une réserve stratégique de maïs et approvisionnement en maïs

(Coût estimatif révisé : 8 millions de dollars)

109. Ce projet a été révisé en baisse : la minoterie de maïs intégrée a été éliminée et il est prévu d'envisager de recourir à des établissements commerciaux pour financer la fabrique d'aliments du bétail. Il ne comprend donc plus que le stockage en silo (d'une capacité de 30 000 tonnes, qui serviront aussi à stocker des vivres pour le programme de développement et des céréales à d'autres fins) en vue de la constitution de la réserve stratégique de maïs (3,6 millions de dollars) et les 15 000 tonnes de maïs de cette réserve (4,4 millions de dollars) restent. Une aide est nécessaire.

A-15 : Projet relatif aux engrais et aux semences

(Coût estimatif : 3 millions de dollars)

110. Les négociations ont été menées à bonne fin avec le FIDA qui financera l'élément engrais de ce projet et le gouvernement cherche à obtenir un appui pour l'élément semence. (Voir document A/34/393-S/13485, par. 84 pour les catégories et quantités requises.)

3. Production hydro-électrique

P-1 (A) : Plan d'exploitation des ressources en eau des hautes terres : étude de faisabilité

(Coût estimatif révisé : 6,5 millions de dollars)

111. L'étude de préfaisabilité, qui est achevée, a été acceptée par les deux gouvernements contractants. Avec la coopération technique du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, le dossier de l'étude proprement dite de faisabilité a été établi et il est actuellement examiné par un donateur potentiel, qui devrait faire savoir en juillet s'il décide d'assurer le financement de la part du Lesotho dans cette étude, soit 6,5 millions de dollars. Un autre donateur potentiel étudie lui aussi le dossier, car le gouvernement lui a demandé de mettre une équipe d'ingénieurs conseils à sa disposition pour cette étude, qu'il espère voir commencer au début de 1982 et qui paraît devoir nécessiter 20 mois de travail environ.

P-1 (B) : Faisabilité et conception de projets de production locale d'énergie hydro-électrique

i) Petites usines hydro-électriques pour les zones rurales : étude de préfaisabilité

(Coût estimatif révisé : 300 000 dollars)

112. Une étude de préfaisabilité a été entreprise avec le concours du Gouvernement français pour choisir des sites d'installations hydro-électriques dans les zones de montagne qu'il serait trop onéreux pour l'économie de rattacher au réseau national principal. Cette étude, qui a coûté 300 000 dollars a permis de retenir neuf sites; l'Agence norvégienne pour le développement international (NORAD), qui réalise actuellement l'étude de faisabilité complète pour les six qui paraissent les plus intéressants a indiqué qu'elle se chargerait aussi des plans pour trois d'entre eux. Les travaux effectués avec son concours doivent en principe commencer vers la fin de 1981. Le Gouvernement autrichien a récemment annoncé un don de 314 000 dollars et le Gouvernement du Lesotho examine actuellement avec lui la possibilité d'affecter ces fonds à des besoins restant à couvrir après le stade de l'étude de préfaisabilité.

113. Défini au départ comme une étude de préfaisabilité, ce sous-projet est achevé, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires pour les études de faisabilité, les plans et les travaux de construction.

ii) Production hydro-électrique sur la Quthing : étude de préfaisabilité

(Coût estimatif révisé : 300 000 dollars)

114. D'après les estimations, la Quthing pourrait produire jusqu'à 10 MW d'électricité. A partir de la mi-1981, un donateur entreprendra au titre de l'aide bilatérale une étude de préfaisabilité dont le coût sera de l'ordre de 300 000 dollars.

iii) Projet à objectifs multiples de Jordane : étude de pré-faisabilité

(Coût estimatif : 307 000 dollars)

115. On estime que la production d'électricité du cours supérieur de la Senqunyane pourrait atteindre jusqu'à 20 MW et qu'elle devrait indirectement avoir des effets bénéfiques sur le développement agricole et l'approvisionnement en eau.

La République fédérale d'Allemagne finance une étude de pré-faisabilité qui est maintenant presque terminée et paraît devoir accorder des fonds supplémentaires pour l'étude de faisabilité complète.

4. Education

E-1 : Agrandissement de quatre écoles professionnelles

(Coût estimatif : 2,26 millions de dollars)

116. Le Centre d'industries artisanales de Leribe a reçu 164 000 dollars du Gouvernement néerlandais, qui fournit également 71 000 dollars pour la phase I de la modernisation de l'Ecole professionnelle Bishop Allard de Madielo; un montant supplémentaire de 252 000 dollars est nécessaire pour les phases II et III.

L'Ecole professionnelle Sainte Elizabeth de Mohale's Hoek recevra 573 000 dollars dans le cadre du projet de l'IDA en faveur du secteur éducatif intitulé "La formation en vue de l'autonomie". L'Ecole professionnelle de Qacha's Nek, qui a besoin de quelque 645 000 dollars, n'a encore obtenu aucun financement. Il reste donc encore à trouver un montant assez élevé pour l'ensemble du projet.

E-2 : Formation d'enseignants d'écoles professionnelles

(Coût estimatif révisé : 250 000 dollars)

117. A la fin de 1981, 18 bourses auront été utilisées, évaluées à 150 000 dollars environ grâce à une aide du Gouvernement irlandais. L'Irlande en outre a fourni une assistance technique à l'Institut pédagogique et à l'Institut technique Lesotholi. Sous réserve de l'élaboration d'un plan de formation professionnelle plus détaillé, il faudra sans doute de nouvelles bourses et une assistance technique pour les enseignements professionnels. Le montant de l'aide supplémentaire nécessaire à cette fin pourrait être de l'ordre de 100 000 dollars.

E-3 : Programme intensif d'enseignement des mathématiques et des sciences

(Coût estimatif révisé : 480 000 dollars au moins)

118. La première phase, qui a bénéficié d'un concours de 157 000 dollars du Royaume-Uni, est achevée. Les installations ainsi mises en place sont utilisées au maximum de leur capacité pour des cours de perfectionnement en mathématiques et en sciences.

119. Pour la deuxième phase, qui doit comporter la construction de nouvelles salles de classe, de laboratoires et de logements pour les élèves et le personnel, il faut réunir environ 323 000 dollars et l'Université libre d'Amsterdam s'est engagée à apporter une assistance technique, à partir de la fin de 1981.

120. Il faut aussi des fonds pour accorder des bourses d'études en vue de la participation au programme.

5. Secteur de la santé

H-4 : Hôpital général national (phase I)

Ce projet est maintenant partie intégrante du projet H-5.

H-5 : Formation de personnel médical

(Coût estimatif révisé : 45 millions de dollars)

121. Ce projet, initialement axé sur la formation de personnel médical par l'octroi de bourses, a été en grande partie réalisé si l'on s'en rapporte aux dépenses initialement envisagées. Le projet révisé est maintenant orienté vers un but différent. Dans un premier temps, il s'agit de créer une faculté des sciences sanitaires à l'Université nationale du Lesotho et notamment des installations pour l'enseignement et les examens cliniques, et dans la deuxième phase on créera un hôpital général national.

i) Phase I : Faculté des sciences sanitaires

(Coût estimatif : 8 millions de dollars)

La faculté des sciences sanitaires qu'il est envisagé de créer à l'Université nationale du Lesotho formera du personnel médical et paramédical; l'opération comportera l'aménagement de laboratoires, de salles de conférence et de services administratifs, la modernisation de certaines installations à des fins d'enseignement et la construction de logements pour le personnel et les étudiants. Les plans de la faculté sont déjà très avancés et l'on espère que la faculté accueillera sa première promotion dans le courant de l'année prochaine. Le gouvernement cherche à obtenir d'urgence des fonds pour ce projet.

ii) Phase II : Hôpital général national

(Coût estimatif : 37 millions de dollars)

122. Ce projet est encore à l'étude et en cours d'élaboration. Il comportera probablement la modernisation de certaines installations hospitalières pour permettre de disposer d'un réseau de centres hospitaliers spécialisés.

6. Industrie

I-1 : Agrandissement de la zone industrielle de Maseru

(Coût estimatif révisé : 2,07 millions de dollars)

123. Ce projet est à toutes fins utiles achevé; il reste à construire un réservoir d'eau à Thetsane ce qui n'entraînera pas de dépassement du budget.

I-2 : Bâtiments industriels de réserve

(Coût estimatif : 2,85 millions de dollars)

124. Le contrat de prêt avec la Banque africaine de développement (1,92 million de dollars) a été signé, mais le versement des fonds a été retardé pour des raisons techniques. Le Gouvernement britannique a fourni une contribution de 430 000 dollars pour la construction de deux usines polyvalentes susceptibles d'extension; les plans sont en cours d'élaboration et les travaux commenceront bientôt.

125. La Banque européenne d'investissement a fait savoir qu'elle s'intéressait au financement de nouveaux bâtiments industriels de réserve.

I-3 : Centres d'industries artisanales

(Coût estimatif : 1,15 million de dollars)

126. Le Gouvernement britannique a accordé 786 000 dollars (assistance technique comprise) pour la création de deux centres d'industries artisanales à Leribe et Mohale's Hoek.

127. Il ressort de certaines études de faisabilité que Qacha's Nek, Quthing, Buthe-Buthe et Mokhotlong sont des localités tout indiquées pour des centres d'industries artisanales : des fonds sont donc recherchés pour la création d'un centre dans chacune de ces quatre villes.

7. Minéraux et industries minières et extractives

M-1 et M-2 : Accélération de la prospection de diamants et d'uranium

128. En plus du montant de 828 000 dollars accordé par le PNUD au titre du chiffre indicatif de planification (CIP) pour le Lesotho, ce programme s'est vu affecter un montant de 1,23 million de dollars par le gouvernement. L'étude régionale a été terminée en 1980 et les cartes ont été dressées. Quinze des 24 cartes géologiques ont été imprimées. Les données géochimiques ont été étudiées en vue de la détermination des zones où l'on cherchera à découvrir de nouveaux gisements de métaux de base. La prospection d'uranium se poursuit activement, et un projet sera entrepris séparément avec l'appui de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

II-3 : Concassage de pierres à Ramorakane

129. Ce projet n'entre plus dans le cadre du programme d'exploitation accélérée, car la carrière en question a été vendue à une compagnie privée. Le produit de la vente a permis de récupérer notamment la valeur du prêt de la Société financière internationale et du concasseur donné par l'Autriche. Le projet est encore mentionné au tableau 4 en raison de l'aide dont il a bénéficié antérieurement.

M-4 : Carrière de grès et taille de la pierre

(Coût estimatif : 170 000 dollars)

130. Aucun progrès n'a été réalisé. Des fonds sont nécessaires pour une étude de faisabilité.

8. Télécommunications

T-2 : Communications internationales par satellite

(Coût estimatif révisé : 10,3 millions de dollars)

131. La République fédérale d'Allemagne accorde un prêt à des conditions avantageuses d'un montant de 10,3 millions de dollars, qui couvre entièrement les dépenses relatives aux éléments suivants de ce projet : station au sol de satellite - Standard B à Ha Sofonia (y compris les travaux de génie civil et les voies d'accès), liaison hertzienne de 20 kilomètres entre Ha Sofonia et Maseru, nouveau relais téléphonique combiné pour les appels internationaux et nationaux au central de Maseru, assistance technique et formation.

132. Les préparatifs de l'exécution du projet devaient commencer en octobre 1980 et son achèvement est prévu pour avril 1984. Il n'est pas recherché de fonds supplémentaires.

